

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales - vendredi 20 janvier 2023

SOMMAIRE

- RDC : près de 50 corps de civils découverts dans deux fosses communes en Ituri, selon la MONUSCO
- Lubumbashi : une marche des pro-Katumbi dispersée par la police
- Droits des femmes : Avec l'appui du Centre Carter : Ouverture des ateliers d'orientation aux 9 ODDF bénéficiaires des projets innovants du VLF à Mbandaka
- Sud-Kivu : COFAS renforce la capacité des journalistes sur la couverture médiatique sensible au genre.
- Félix Tshisekedi satisfait du partenariat stratégique entre la RDC, l'Indonésie et le Brésil sur la gestion des forêts tropicales humides
- Le Rwanda accuse la RDC de fomenter des manifestations dans le but d'obtenir le départ de la force régionale et de saboter les décisions du sommet de Luanda
- RDC – Élections 2023 : Ensemble de Katumbi met en garde le gouvernement contre toute manœuvre visant à « escamoter les électeurs par un processus d'enrôlement chaotique »
- Enrôlement des électeurs : La mission d'observation CENCO – ECC juge satisfaisant le bilan à mi-parcours
- Dégradation de la situation sécuritaire en Ituri : depuis début janvier, au moins 12 organisations humanitaires ont réduit leur présence et leurs opérations
- Nord-Kivu : Malgré son « retrait » de Nyamilima, le M23 renforce ses positions à Kibumba

• DROITS HUMAINS

RDC : près de 50 corps de civils découverts dans deux fosses communes en Ituri, selon la MONUSCO

Des Casques bleus de l'ONU ont découvert dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC) des fosses communes avec près de 50 civils morts, dont des femmes et des enfants, ont annoncé jeudi les Nations Unies, qui ont attribué les meurtres à une milice communautaire.

Quarante-deux corps, dont 12 femmes et six enfants, ont été retrouvés enterrés dans le village de Nyamamba, dans la province d'Ituri. « Et une autre fosse contenant les corps de sept hommes dans le village de Mbogi, à environ 30 km à l'est de Bunia, dans la province de l'Ituri », a déclaré sur Twitter, la Mission des Nations Unies en RDC ([MONUSCO](#)). Les miliciens de la milice CODECO (Coopérative pour le développement du Congo), qui disent défendre la communauté Lendu, sont accusés d'avoir perpétré ces meurtres. La MONUSCO condamne fermement ces « tueries barbares et lâches attribuées à la CODECO », a ajouté la mission onusienne, précisant que les soldats de la paix avaient lancé une patrouille dans la région au cours du weekend après avoir entendu parler d'attaques.

195 civils tués et 84 enlèvements dans des attaques attribuées au Codeco et à la milice Zaïre

Selon les Nations Unies, la violence exercée par la CODECO et d'autres groupes armés sur ces communautés vulnérables est « inacceptable et inhumaine ». La MONUSCO a déclaré soutenir « les autorités congolaises dans le cadre des enquêtes judiciaires sur ces attaques » et demande que « les auteurs soient traduits en justice ». Secouée par des conflits intercommunautaires, la région aurifère d'Ituri a renoué avec les violences depuis fin 2017 et l'avènement de la milice CODECO. Ce groupe armé est l'une des dizaines de milices opérant dans l'est du Congo. Ses rangs sont principalement constitués de la communauté agricole ethnique Lendu, qui mène régulièrement des attaques contre les éleveurs Hema dans la province d'Ituri.

Lubumbashi : une marche des pro-Katumbi dispersée par la police

La police nationale congolaise a dispersé ce jeudi une marche de protestation des membres du parti politique Ensemble pour la République de Moïse Katumbi à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut Katanga. Cette marche, selon les organisateurs, avait pour objectif de protester contre les « propos racistes » à l'égard de Moïse Katumbi tenus par le ministre des Hydrocarbures Didier Budimbu lors de son récent séjour à Lubumbashi. « Ceux qui sont au pouvoir pensent qu'ils ont le monopole de tout dans ce pays et se permettent de tenir des propos injurieux. Nous avons tenu à exprimer notre désolation », a déclaré Jean-Claude Muselwa président de la Ligue des jeunes du parti à Lubumbashi. Devant le gouvernorat, la police a dispersé les manifestants en usant des gaz lacrymogènes. « Nous sommes dans un régime d'information. Nous avons informé l'autorité de la ville à propos de l'organisation de notre marche d'aujourd'hui. Elle devrait prendre des dispositions pour notre sécurité.

- **DROITS DES FEMMES**

Avec l'appui du Centre Carter : Ouverture des ateliers d'orientation aux 9 ODDF bénéficiaires des projets innovants du VLF à Mbandaka

Avec l'appui du Centre Carter et le financement des affaires mondiales du Canada, neuf organisations de défense des droits de la femme (ODDF) bénéficiaires des projets innovants du programme Voix et Leadership des Femmes (VLF), participent du 18 au 21 janvier 2023, dans la ville de Mbandaka, aux ateliers d'orientation pour une connaissance précise des mécanismes et suivi de financement de leurs projets. Sur 294 projets réceptionnés par le comité de pilotage, 18 candidatures des organisations de défense des droits de la femme ont été retenues pour la mise en œuvre des projets innovants. Cette première session de formation ne concerne que 9 organisations de défense des droits de la femme oeuvrant dans trois provinces de la RDC (Kinshasa, Équateur et Kasai -Central). Il s'agit de l'ACOFEPE ; du Mouvement Alerte ; de la Fondation Kanozi Laurent ; Action Femme et Développement, AGIFEM, WIB, APPM, CEPF et IBTAD. Selon l'animatrice principale de ces ateliers, Mme Marie-Joséphine Ntshaykolo, coordonnatrice nationale du programme Voix et Leadership des Femmes (VLF), l'objectif de cette activité est de donner des orientations stratégiques aux partenaires sélectionnés afin de favoriser la compréhension et l'atteinte des objectifs des financements des idées innovantes telles que prévues.

Sud-Kivu : COFAS renforce la capacité des journalistes sur la couverture médiatique sensible au genre.

Vingt journalistes de quatorze médias de Fizi, Uvira et Baraka sont capacités sur la couverture médiatique sensible au genre et la communication non stéréotypée. Cette formation de deux jours est organisée à Uvira par le conseil des organisations des femmes agissant en synergie « Cofas » en sigle dans le cadre du projet éducation des filles pour un avenir meilleur « EDUFAM » avec le soutien du Ministère d’Affaires Mondiales du Canada. Durant la première journée, certaines notions ont été abordées notamment : l’équité du genre, le leadership féminin et la problématique de scolarisation des filles à Lusenda spécifiquement les réfugiées, les déplacés, les retournés ainsi que les personnes vivantes avec handicap. La Secrétaire Exécutive du Cofas, Joséphine KUSINZA fait savoir que les journalistes demeurent des acteurs incontournables pour influencer les politiques et la communauté dans le but de lutter contre les inégalités ainsi que la problématique des violences sexuelles et basées sur le genre à travers leurs outils de communication. « *...Nous avons voulu que les médias puissent intégrer dans leurs productions les questions du genre, d’équité et des droits de la femme. La presse est pouvoir d’où son grand rôle pour sensibiliser les communautés sur le respect du genre et l’équité,* » confie Joséphine KUSINZA

- **SITUATION POLITIQUE**

Félix Tshisekedi satisfait du partenariat stratégique entre la RDC, l’Indonésie et le Brésil sur la gestion des forêts tropicales humides

En marge du Forum Mondial Économique tenue à Davos en Suisse, le Président Tshisekedi a reçu les Ministres représentant les trois pays détenant des importants bassins forestiers tropicaux au monde. Félix Antoine Tshisekedi a conféré avec Eve Bazaiba Masudi de la RDC, Luhut de l’Indonésie et Marina Da Silva du Brésil sur le partenariat stratégique et historique signé le 14 novembre 2022 par ces trois pays en vue de la mutualisation d’effort pour lutter contre le changement climatique. Le Président Félix Tshisekedi tout en saluant cette initiative, a encouragé à sa matérialisation le plus rapidement possible et sa mise en œuvre permettant d’agir en un seul front et avec le résultat encore plus tangible en faveur de l’humanité. Eve Bazaiba qui a donné le compte rendu de cette réunion, annonce pour février 2023 le début des travaux des experts.

Le Rwanda accuse la RDC de fomenter des manifestations dans le but d’obtenir le départ de la force régionale et de saboter les décisions du sommet de Luanda

Le Rwanda accuse la RDC de faire une lecture sélective des décisions du communiqué de Luanda du 23 novembre 2022. Dans une déclaration ce jeudi, le gouvernement rwandais accuse Kinshasa d’être derrière les manifestations organisées la veille contre la force régionale de l’EAC. « *Les manifestations organisées contre la Force régionale de l’EAC, à Goma et dans d’autres parties du RDC, font partie d’un plan de l’armée et du gouvernement de la RDC pour quitter Nairobi/Luanda processus de paix. Le but des manifestations semble être de provoquer le départ de la force, alors que le communiqué de Luanda appelle à « la poursuite du déploiement complet des troupes de la force régionale ».* La veille, le gouvernement congolais avait pris acte « du refus répété du M23 d’exécuter les prescrits du plan de paix établi par le Mini-Sommet de Luanda du 23 novembre 2022 dans le cadre des processus de paix de Nairobi et de Luanda et en application des recommandations du Conseil de sécurité des Nations Unies ».

RDC – Élections 2023 : Ensemble de Katumbi met en garde le gouvernement contre toute manœuvre visant à « escamoter les électeurs par un processus d'enrôlement chaotique »

À l'issue d'une réunion du comité directeur présidée par son président, Moïse Katumbi, du 18 au 19 janvier, le parti politique Ensemble pour la République dénonce les carences et l'opacité dans le processus d'enrôlement des électeurs lancé par la CENI dans la première aire opérationnelle depuis le 24 décembre 2022. Dans le communiqué final de cette réunion, exploité par Actu30.cd, ce jeudi 19 janvier, cette formation politique constate qu'au rythme actuel, la tenue des élections dans les délais constitutionnels est « délibérément sabordée pour exécuter un agenda caché ». À cette occasion, Ensemble pour la République met en garde le gouvernement à qui incombe l'obligation constitutionnelle de respecter ces délais, contre toute manœuvre visant à « escamoter les électeurs par un processus d'enrôlement intentionnellement chaotique ». Il prévient, par ailleurs, qu'il n'accordera aucune minute au pouvoir en place afin de pouvoir glisser, « car les élections, quel qu'en soit le prix, devraient se tenir dans les délais constitutionnels ».

Enrôlement des électeurs : La mission d'observation CENCO – ECC juge satisfaisant le bilan à mi-parcours

La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et l'Église du Christ au Congo (ECC) ont rendu public, ce jeudi 19 janvier 2023, leur rapport préliminaire sur l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs dans la première aire opérationnelle comprenant 10 provinces de la République démocratique du Congo. Cette opération a été lancée depuis le samedi 24 décembre dernier. Dans ce rapport, les prélats catholiques et protestants jugent « satisfaisant » le bilan à mi-parcours de ce processus. Les délégués de cette mission font aussi des observations et des recommandations pour sauver le processus électoral en cours. Par exemple, ils constatent des cas de dysfonctionnement des kits d'enrôlement et des perturbations dues aux pannes mais aussi plusieurs pratiques prohibées telles que l'achat de service. Parmi d'autres observations, l'on note notamment : Le cas de résistance, de méfiance et de refus de pratique d'informations dans le chef des agents de la CENI (Commission électorale nationale indépendante) et ; Mauvaise gestion de la file d'attente ou encore le non-respect du périmètre de sécurité au point de constater plusieurs pratiques prohibées.

- **SECURITE**

Dégradation de la situation sécuritaire en Ituri : depuis début janvier, au moins 12 organisations humanitaires ont réduit leur présence et leurs opérations

Depuis début janvier 2023, au moins 12 organisations humanitaires ont réduit leur présence et leurs opérations dans les territoires de Djugu et Mahagi (Ituri) en raison de l'insécurité, d'après l'ONU. Rien que dans la nuit de mercredi à jeudi, les miliciens de la CODECO ont attaqué le camp de déplacés de Plaine Savo, à 9 kilomètres à l'est de Djugu, tuant au moins 7 personnes et faisant de nombreux déplacés. La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) dit suivre de près l'évolution de la situation sur le terrain et plaide auprès des autorités compétentes pour que la protection des civils soit assurée, en particulier pour ceux se trouvant dans les sites de déplacement.

Nord-Kivu : Malgré son « retrait » de Nyamilima, le M23 renforce ses positions à Kibumba

Bien qu'ils aient annoncé leur retrait de la cité de Nyamilima, les terroristes du M23 continuent à renforcer ses positions dans le territoire de Rutshuru, a alerté, ce jeudi 19 janvier, le Chef administratif de Bambo, dans le groupement Tongo, province du Nord-Kivu. C'est depuis vendredi dernier, sur les axes Tongo, Mulimbi, Kishishe, Bwiza, Mabenga-Rwindi et sur la colline de Nyundo, à Kibumba, explique cette autorité politico-administrative. Cependant, il demande au gouvernement de jouer à la prudence afin de contrecarrer une éventuelle attaque de ces rebelles dans cette partie du Nord-Kivu. D'après ce chef administratif, le M23 vise à créer une embuscade sur le tronçon Goma-Seke pour s'emparer de Somiki, Kibirizi, Kitshanga et Kirokirwe pour atteindre Rubaya qui regorge des entités minières.